

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n°de dépôt : **A2008/006581**
n°de gestion : **2001B01814**
n°SIREN : **439 101 171 RCS Toulouse**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse certifie avoir procédé le 15/05/2008 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

D4 PROMOTION société à responsabilité limitée

10 rue Raymond Corraze 31500 Toulouse -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

statuts mis à jour (2 exemplaires)

procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 24/04/2008-

modification de l'article 11 gérance- (2 exemplaires)

Concernant les évènements RCS suivants :

modification des statuts

6581-

01 B1814

07/02

SARL D4 PROMOTION

SARL au Capital de 1 419 000
10, rue Raymond Corraze — 31500 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 439 101 171

050508

STATUTS

Acte constitutif du 1^{er} août 2001
Transfert du siège social du 23 juillet 2003
Augmentation du capital par incorporation de réserves du 27 mai 2004
Augmentation de capital suite aux apports-fusion du 31 octobre 2007
Augmentation de capital par incorporation de la prime de fusion par décision du 16 janvier 2008
Constitution d'une gérance statutaire par décision du 24 avril 2008

9/9

Les soussignés :

- La Société D2 DEVELOPPEMENT
SARL au capital de 8 000 euros
ayant son siège social 15, hameau de Doumenjou - 31650 LAUZERVILLE
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le n° TOULOUSE 437 696 891
représentée par Monsieur Frédéric DENARNAUD, conformément à une délibération de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2001 ;
- La Société SIGA PROMOTION
SARL au capital de 7 650 euros
ayant son siège social 9, chemin Salvayre - 31140 AUCAMVILLE
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le n° RCS : TOULOUSE B 417 645 983
représenté par Monsieur Eric DURAND, ès qualité.

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- La promotion immobilière,
- L'activité de lotisseur,
- La réalisation, la gestion, la commercialisation de programmes immobiliers,
- L'aménagement, la commercialisation et la vente de terrains à bâtir,
- La maîtrise d'ouvrage déléguée,
- L'activité de marchand de biens,
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation de tous fonds de commerce se rapportant à l'une des activités énoncées ci-dessus,
- L'achat, la vente, l'échange, la location ou la sous-location, en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non et généralement toutes transactions et opérations d'entremise portant sur des immeubles bâtis ou non, - La souscription, l'achat, la vente d'actions ou de parts de sociétés immobilières donnant vocation à une attribution de locaux en jouissance ou en propriété,
- L'achat, la vente de parts sociales non négociables lorsque l'actif social comprend un immeuble,,,

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Handwritten signatures in black ink, appearing to be initials or names, located in the bottom right corner of the page.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : D4 PROMOTION.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 10, rue Raymond Corraze - 31500 TOULOUSE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est apporté en numéraire déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la banque CREDIT AGRICOLE – Agence des Minimes – 128, avenue des Minimes – 31000 TOULOUSE, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque :

par Société D2 DEVELOPPEMENT, la somme de	4 000 euros
par Société SIGA PROMOTION, la somme de	4 000 euros
	<hr/>
Soit au total la somme de	8 000 Euros

Aux termes d'un projet de fusion en date du 13 août 2007, approuvé par décisions unanimes des associés des sociétés absorbées en date du 31 octobre 2007, D2 DEVELOPPEMENT et SIGA PROMOTION ont fait apport-fusion à la société de la totalité de leur actif respectif moyennant la prise en charge de leur passif : l'actif net apporté par chacune des deux sociétés s'est élevé à 4 086 500 euros, soit un apport-fusion d'un montant total de 8 173 000 euros. Il a été rémunéré par une augmentation de capital 510 780 euros et la fusion a dégagé une prime de fusion d'un montant de 7 640 248 euros.

La société a également réalisé une réduction du capital de 450 000 euros par annulation de ses propres parts sociales comprises d'apport-fusion, la prime de fusion a été ramenée à 909 148 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de 510 780 euros divisé en 51 078 parts sociales de 10 euros chacune, a été fixé à 1 419 000 euros à la suite de la décision unanime des associés du 16 janvier 2008, décidant l'augmentation du montant nominal des parts, désormais fixé à 27,78 euros.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

« A la suite de la décision unanime des associés du 31 octobre 2007, les parts sociales sont attribués et réparties en rémunération des apports-fusion comme suit :

- à M. Frédéric DENARNAUD,	25 539 parts sociales
- à M. Eric DURAND,	25 539 parts sociales
	51 078 parts sociales
Total égal au nombre de parts composant le capital social	51 078 parts sociales

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

9/1 d

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté.

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

Par décision unanime des associés en date du 24 avril 2008, ont été constitués cogérants statutaires pour une durée indéterminée, les gérants en exercice de la société :

- Monsieur Eric DURAND, demeurant 9 chemin Salvayre, 31140 Aucamville ;
- Monsieur Frédéric DENARNAUD, demeurant 15 Hameau de Doumenjou 31650 LAUZERVILLE.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL- COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2002.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

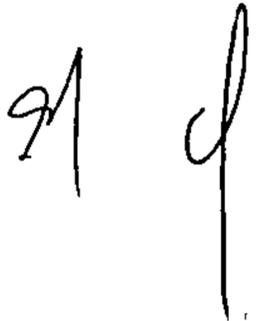
Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Handwritten signatures in black ink, appearing to be initials or names, located in the bottom right corner of the page.

ARTICLE 20 - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

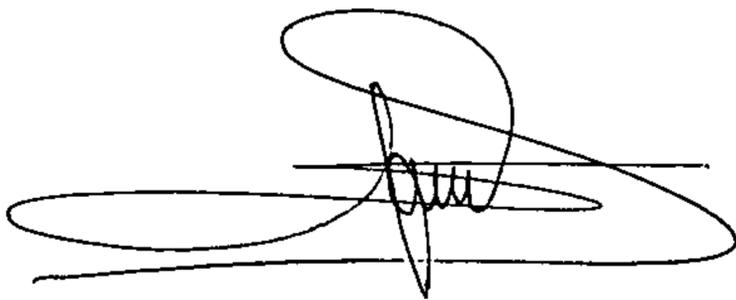
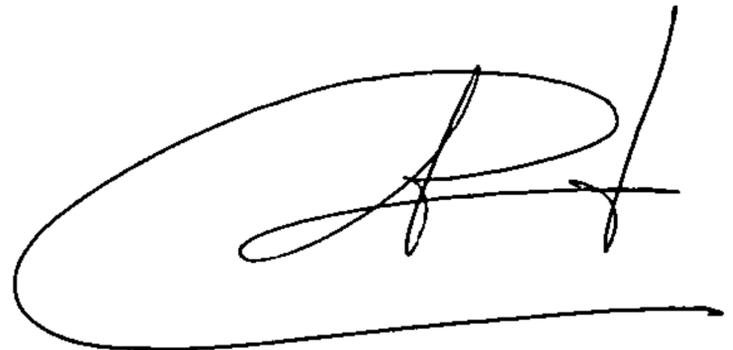
Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Eric DURAND et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Mis à jour à Toulouse, le 24 avril 2008

En autant d'exemplaires
que requis par la loi

La gérance

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Eric Durand', with a large, stylized flourish above the name.A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping oval shape followed by a vertical stroke and a horizontal line.

D4 PROMOTION

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 419 000 euros
Siège social : 10 rue Raymond Corraze
31500 TOULOUSE
RCS TOULOUSE B 439 101 171

DECISION UNANIME DES ASSOCIES DU 24 AVRIL 2008 RELATIVE A LA GERANCE STATUTAIRE

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Eric DURAND, demeurant 9 chemin Salvayre, 31140 Aucamville,

ET

Monsieur Frédéric DENARNAUD, demeurant 15 Hameau de Doumenjou 31650
LAUZERVILLE,

APRES AVOIR EXPOSE :

1° Qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée dénommée D4 PROMOTION, dont le siège social est à Toulouse, 10 rue Raymond Corraze, immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro B 439 101 171 et dont le capital social de 1 419 000 euros est divisé en 51 078 parts sociales réparties ainsi qu'il suit :

- M. Eric DURAND 25 539 parts ;
- M. Frédéric DENARNAUD..... 25 539 parts ;

Soit au total 51 078 parts.

2° Que l'article 12 des statuts de la société prévoit que les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes annuels peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

3° Que Monsieur Eric DURAND et Monsieur Frédéric DENARNAUD sont cogérants en exercice de la société et pour une durée indéterminée, en vertu des décisions des assemblées générales des associés, respectivement du 1^{er} août 2001 et du 29 juin 2002 ;

.../...
9/1 d

4° Que la production systématique des deux procès-verbaux d'assemblée de nomination des gérants pour tous les actes importants alourdit inutilement les transactions avec les tiers et qu'il y a lieu d'y remédier par la désignation des cogérants dans les statuts.

Sont convenus de prendre les résolutions suivantes :

Première résolution

La collectivité des associés décide d'entériner dans les statuts de la société les nominations par décisions d'assemblées respectives des 1^{er} août 2001 et 29 juin 2002 des gérants Monsieur Eric DURAND et de Monsieur Frédéric DENARNAUD pour une durée indéterminée.

Deuxième résolution

Suite à la décision de constituer une gérance statutaire, la collectivité des associés décide de compléter l'article 11 des statuts relatif à la gérance par la mention suivante :

Article 11 – GERANCE

« Par décision unanime des associés en date du 24 avril 2008, ont été constitués cogérants statutaires pour une durée indéterminée, les gérants en exercice de la société :

- Monsieur Eric DURAND, demeurant 9 chemin Salvayre, 31140 Aucamville ;
- Monsieur Frédéric DENARNAUD, demeurant 15 Hameau de Doumenjou 31650 LAUZERVILLE. »

Troisième résolution

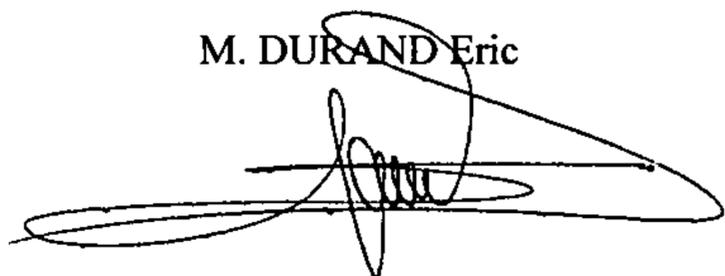
La collectivité des associés décide de conférer tous pouvoirs au porteur des présentes pour effectuer les formalités de publicité et de dépôt afférentes aux décisions ci-dessus adoptées.

Le présent acte sera consigné sur le registre des délibérations tenu au siège social.

Fait à Toulouse, le 24 avril 2008

En quatre originaux

M. DURAND Eric



M. DENARNAUD Frédéric

